



## ÉTAT PREVISIONNEL DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR 2008

La Fondation européenne pour la formation (ETF) est une agence de l'Union européenne (UE), établie à Turin, en Italie.

L'ETF<sup>1</sup> fournit conseils et assistance à la Commission européenne et aux 29 pays partenaires<sup>2</sup> pour la réforme des politiques de développement des ressources humaines dans le cadre des instruments de relations extérieures de l'Union européenne<sup>3</sup>.

L'ETF offre ses services à un éventail de parties prenantes et de clients qui ont des intérêts partagés dans la contribution que le développement des ressources humaines peut fournir aux objectifs d'assistance extérieure de l'UE. Ces parties prenantes incluent les institutions européennes telles que la Commission européenne, le Parlement européen, les agences européennes apparentées et les délégations de la CE, et les parties prenantes politiques dans les pays partenaires. L'ETF collabore également avec la communauté internationale des donateurs pour l'échange d'informations et des enseignements tirés dans le domaine de l'assistance.

Les activités de l'ETF sont guidées par ses perspectives à moyen terme<sup>4</sup> (PMT), qui décrivent les priorités et actions que la Fondation suivra au cours de la période 2007-2010 afin de soutenir la réforme des ressources humaines dans les pays partenaires dans le contexte de l'enseignement et de la formation, et dans celui du développement des marchés du travail dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie.

Les activités de l'ETF à moyen terme (2007-2010) comprennent trois grands piliers d'action et couvrent:

- le soutien de la réforme de l'enseignement et de la formation en s'efforçant de:
  - contribuer au processus d'élargissement de l'UE en soutenant la modernisation et la réforme du système éducatif, du marché du travail et des systèmes de formation dans les pays candidats et candidats potentiels;
  - contribuer à la prospérité et au développement des pays voisins de l'Union européenne grâce à la coopération et aux partenariats en vue du développement et de la mise en œuvre des politiques dans le domaine des ressources humaines;
  - contribuer à la coopération économique et au développement dans le domaine des ressources humaines en Asie centrale;
  - soutenir le développement politique au sein de la Commission européenne et des pays partenaires au moyen de l'innovation et l'apprentissage;

<sup>1</sup> L'ETF a été instituée par le règlement n° 1360/90 du Conseil portant création d'une fondation européenne pour la formation dans le but de contribuer au développement des systèmes d'enseignement et de formation dans les pays partenaires de l'UE.

<sup>2</sup> Ces pays sont l'Albanie, l'Algérie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Bosnie et Herzégovine, la Croatie, l'Égypte, l'ancienne République de Macédoine, la Géorgie, Israël, la Jordanie, le Kazakhstan, le Kosovo, le Kirghizstan, le Liban, la Moldavie, le Monténégro, le Maroc, la Russie, la Serbie, la Syrie, le Tadjikistan, la Tunisie, la Turquie, l'Ukraine, l'Ouzbékistan et la Cisjordanie et Bande de Gaza.

<sup>3</sup> Les programmes d'assistance extérieure de l'UE aident les économies en développement et émergentes à atteindre le développement économique et social durable par le biais d'une plus grande intégration dans l'économie mondiale et la réduction de la pauvreté. L'ETF apporte un soutien au titre de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP), l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) et l'instrument de développement et de coopération (IDC).

<sup>4</sup> Les PMT se fondent sur des informations extraites de trois sources politiques principales: 1) les instruments des relations extérieures du cycle de programmation 2007-2013: IAP, IEPV et IDC; 2) le nouveau règlement du Conseil prévu concernant l'ETF, et 3) la communication de la Commission au Parlement, au Conseil et au Comité économique et social concernant la Fondation européenne pour la formation, COM(2006) 832 final, du 19 décembre 2006.

- la communication externe de la Fondation en se concentrant sur ses activités, ses produits et ses services; et
- l'apprentissage organisationnel par le renforcement des connaissances et systèmes de l'ETF en vue de soutenir la fourniture de l'assistance communautaire.

Entrée en vigueur en 2000, Tempus III, la dernière phase du programme Tempus, s'achèvera au cours de la période couverte par les perspectives à moyen terme de l'ETF. Les services de la Commission discutent aujourd'hui d'un éventuel successeur de Tempus III. La phase actuelle a expiré fin 2006 et, comme indiqué dans les perspectives à moyen terme 2007-2010 de l'ETF, la gestion de l'assistance technique Tempus devrait être rapatriée de l'ETF vers l'agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture», à Bruxelles, fin 2007. L'actuelle stratégie politique annuelle et l'avant-projet de budget ont été élaborés en partant de l'hypothèse du rapatriement inscrite dans les perspectives à moyen terme. Étant donné cependant qu'au moment de la rédaction de la stratégie politique annuelle, la Commission n'avait pas encore communiqué à l'ETF sa décision finale concernant le rapatriement, il se peut que certaines activités d'assistance technique se poursuivent jusqu'en 2008. Les implications opérationnelles et financières de ces changements devraient être introduites dans le planning de l'ETF au moment où le projet de programme de travail 2008 et le projet de budget seront préparés, à l'automne 2007.

En tant qu'agence de l'UE, l'ETF suivra également les priorités de la présidence de l'UE et le contexte politique et institutionnel en évolution de l'Union européenne, notamment tout impact sur le rôle et les services que la Commission attend de ses agences. À cet égard, l'ETF veillera à ce que son savoir-faire soit mis à la disposition de la Commission européenne afin de soutenir les initiatives politiques concernant une large contribution de l'Union européenne à la société européenne, à la sécurité et à la transparence, ainsi qu'aux grands problèmes internationaux tels que la mondialisation et le développement durable.

## Priorités

Les activités de l'ETF au cours de la période 2007-2010 sont hiérarchisées en s'articulant autour de neuf pays bénéficiant d'une assistance par le biais des instruments IAP et IEPV<sup>5</sup>. Les objectifs<sup>6</sup> de l'ETF et les résultats escomptés consisteront à garantir que d'ici fin 2010:

- les informations, analyses et conseils politiques améliorant le développement des ressources humaines dans le contexte de l'assistance extérieure de l'UE auront été fournis aux pays partenaires par l'ETF;
- les capacités des parties prenantes dans les pays partenaires auront été renforcées et la pertinence des secteurs de l'enseignement et de la formation aura été améliorée;
- l'ETF aura facilité les échanges d'informations et d'expériences entre les donateurs participant au développement des ressources humaines dans les pays partenaires;
- l'ETF aura amélioré les conseils politiques et les analyses de la programmation pour accroître l'efficacité et la pertinence des programmes d'assistance communautaire aux pays partenaires dans le domaine du développement des ressources humaines; et
- l'ETF aura diffusé et mis en réseau les expériences acquises dans le domaine politique entre les États membres de l'UE et les pays partenaires, et entre les pays partenaires eux-mêmes, et aura offert la possibilité d'un engagement envers les politiques et les programmes de l'UE.

Le soutien apporté par l'ETF aux pays restants au titre des instruments d'assistance extérieure sera principalement fourni par le partage d'informations (notamment la diffusion aux niveaux transnational et régional), la collecte de renseignements politiques et l'intégration des pays partenaires dans les réseaux de l'ETF. Dans les pays où il existe une demande spécifique d'assistance de la part de la Commission

<sup>5</sup> Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Égypte, Jordanie, Kosovo, Maroc, Turquie et Ukraine; sélection de pays adoptée avec la Commission européenne en 2006 et confirmée par le conseil de direction de l'ETF en novembre 2006.

<sup>6</sup> Communication de la CE concernant la Fondation européenne pour la formation, COM(2006) 832 final du 19 décembre 2006

ou des délégations de la CE, l'ETF offrira également ses conseils politiques et son soutien. De plus, l'ETF fournira aussi des conseils permanents et un soutien de renforcement des capacités aux républiques d'Asie centrale concernées par l'instrument IDC.

## **Activités de l'ETF en 2008**

En 2008, les activités de l'ETF seront influencées par les développements internes et externes. Les influences internes concernent l'adaptation des capacités organisationnelles à laquelle a procédé l'ETF afin de répondre aux exigences des nouveaux instruments d'assistance extérieure. En 2008, ceci impliquera un plus grand déploiement de méthodologies politiques telles que les actions préparatoires visant à soutenir les développements politiques sectoriels<sup>7</sup> dans le cadre de ses services. Cette approche améliorera la capacité des pays partenaires à maximiser leurs possibilités de soutien au titre des instruments d'assistance extérieure.

Les influences externes se rapportent aux doubles défis que les pays partenaires rencontrent souvent. Premièrement, le nombre d'années d'enseignement et de formation dans les pays partenaires est inférieur à celui qui est imposé pour soutenir la croissance concurrentielle du PIB<sup>8</sup>; deuxièmement, les gains de productivité enregistrés par l'éducation sont limités par les marchés du travail sur lesquels l'éventuelle main-d'œuvre qualifiée disponible fait défaut<sup>9</sup>. L'enseignement et la formation ont, sur ce plan, un rôle politique croissant à jouer pour soutenir les politiques qui lient l'éducation à des domaines économiques plus larges tels que le commerce en rapport avec les investissements directs étrangers.

En plus du renforcement des capacités et du soutien de l'assistance communautaire dans les pays partenaires, l'assistance extérieure renforce les relations entre les pays partenaires et le marché intérieur de l'UE, par exemple, l'espace européen de l'enseignement et de la formation. L'utilisation des expériences des États membres dans les travaux de l'ETF fait de l'UE une référence en matière d'enseignement et de formation. De même, le développement de politiques et de capacités en matière d'éducation dans de nombreux pays partenaires a de plus en plus lieu dans le contexte d'approches paneuropéennes telles que le processus de Bologne et la politique Éducation et formation 2010 de l'UE.

Enfin, la réforme des politiques en matière d'enseignement et de formation dans les pays partenaires a un impact croissant sur l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre qualifiée qui cherche à migrer des pays partenaires vers l'UE.

## **Soutien à la réforme de l'enseignement et de la formation en 2008**

En 2008, l'ETF maintiendra son engagement envers les thèmes transversaux qui contribuent à la réforme globale de l'enseignement et de la formation, à la cohésion sociale et à la croissance de la compétitivité dans les pays partenaires. Ceux-ci incluent des projets visant à soutenir les cadres et itinéraires pour la mobilité dans l'apprentissage, le financement de l'éducation, les capacités d'amélioration de l'emploi et de l'efficacité du marché du travail, la décentralisation dans la gouvernance, la contribution du développement d'aptitudes à la réduction de la pauvreté et le développement continu des capacités des parties prenantes.

Ceux-ci se rapportent aux objectifs stratégiques qui seront progressivement atteints au cours de la période 2007-2010. Les priorités de l'ETF en 2008 et la répartition de l'effort sur les instruments IEPV, IPA et IDC sont stables et resteront largement inchangées à partir de 2007.

Dans la zone de l'élargissement, en 2008, l'ETF:

- augmentera l'efficacité de l'IAP en rendant la perspective européenne dans le domaine du développement des ressources humaines plus tangible pour les pays partenaires;

---

<sup>7</sup> Directives concernant l'appui de la Commission européenne aux programmes sectoriels, février 2003

<sup>8</sup> À titre d'exemple, la scolarisation officielle d'un enfant entrant à l'école en 2007 dans un pays partenaire de l'ETF devrait comporter environ quatre années (3,9) de moins que celle d'un enfant entrant à l'école aujourd'hui dans un État membre de l'UE15.

<sup>9</sup> Le pourcentage de la population en âge de travailler dans l'emploi non agricole officiel est limité dans de nombreux pays, tournant autour des 10% à 30% dans certains pays partenaires.

- soutiendra la réforme de l'enseignement et de la formation, ainsi que la politique de l'emploi en augmentant la capacité des pays partenaires à diriger les réformes dans le domaine du développement des ressources humaines.

Dans la zone du voisinage européen, en 2008, l'ETF:

- soutiendra les services de l'UE dans la définition et la mise en œuvre de ses politiques extérieures en contribuant au cycle du projet;
- augmentera la capacité des pays partenaires de l'IEPV à concevoir, mettre en œuvre et surveiller la réforme des systèmes de développement des ressources humaines.

En Asie centrale, en 2008, l'ETF:

- améliorera la pertinence des aspects de développement des ressources humaines dans les interventions financées par l'UE en Asie centrale en soutenant la définition, la préparation et l'évaluation de l'impact des interventions financées par l'UE;
- augmentera les capacités des pays partenaires d'Asie centrale à revoir, concevoir et mettre en œuvre la réforme des systèmes de développement des ressources humaines.

De nouvelles actions du programme de travail 2008 de l'ETF se fonderont sur la migration et la transition vers des projets d'innovation en matière d'emploi qui expirent en 2007 tout en tenant compte de la contribution du développement des ressources humaines à la productivité et à la compétitivité, par exemple les liens entre le DRH et les investissements directs étrangers, et la relation entre la participation des deux sexes à l'économie et la croissance économique.

Des activités supplémentaires seront également entreprises en 2008 afin de soutenir l'intensification des activités préparatoires au profit des développements politiques sectoriels. En 2007, l'ETF a également apporté son soutien à l'Arménie dans ce domaine; il n'est pas exclu qu'un soutien similaire doive être apporté à d'autres pays de l'IEPV en 2008. Les activités renforceront les processus d'analyse politique et d'apprentissage des pays partenaires par le biais d'actions de renforcement des capacités dans le contexte d'approches à base sectorielle. Ceci concorde avec la direction adoptée par les nouveaux instruments d'assistance extérieure. L'élaboration plus poussée des travaux de l'ETF au stade préparatoire d'approches à base sectorielle permet d'étendre la capacité de l'ETF à offrir son soutien à un plus grand nombre de pays prioritaires.

L'ETF continuera, en outre, à générer des conseils politiques reposant sur des éléments probants au profit de la Commission et des pays partenaires en ce qui concerne l'impact des initiatives spécifiques de réforme par le biais de ses projets d'innovation et d'apprentissage. En 2008, l'ETF se fondera également sur les leçons et expériences acquises dans sa gestion des connaissances et dans les projets d'apprentissage politique qui sont exécutés en 2007<sup>10</sup>.

## **Communication externe sur les activités, les produits et les services de l'ETF**

En 2008, les actions de communication externe de l'ETF promouvront le profil de l'enseignement et de la formation, ainsi que sa contribution au développement des ressources humaines dans le cadre du contexte des programmes de relations extérieures de l'UE.

Dans sa communication au Parlement européen et au Conseil concernant l'ETF, qui date de décembre 2006, la Commission européenne a recommandé à la Fondation de renforcer sa capacité à communiquer efficacement ses réalisations et ses résultats, et à examiner de nouvelles approches pour le développement et la diffusion adéquate du matériel pertinent. L'ETF mettra spécifiquement l'accent sur l'amélioration de l'accessibilité de ses travaux au profit des parties prenantes des pays partenaires et produira un plus grand nombre de documents dans les langues des pays partenaires. Dans le courant de l'année, les activités de communication de l'ETF se concentreront sur:

---

<sup>10</sup> Il s'agit des projets ILP 0704 et ILP 0705 du programme de travail 2007 de l'ETF.

- la diffusion d'informations sur les résultats et les matériels thématiques en rapport avec le développement des ressources humaines, ainsi que la facilitation du débat parmi les parties prenantes et les principaux acteurs;
- la distribution d'informations faisant autorité aux décideurs politiques, aux praticiens et aux parties prenantes;
- la contribution active au débat international sur la réforme dans les pays en transition;
- la promotion et le maintien de l'identité sociale de l'ETF en tant que centre d'expertise dans le développement des ressources humaines et la visibilité des actions de la CE.

### **Apprentissage organisationnel: renforcement des connaissances et systèmes de l'ETF permettant de soutenir la fourniture de l'assistance communautaire**

En 2008, l'ETF poursuivra l'adaptation de ses opérations au paysage institutionnel des nouveaux instruments d'assistance extérieure. Ceci garantira un lien plus étroit entre les actions pilotes de l'ETF et les actions à plus grande échelle financées par l'UE ou les actions qui pourraient être financées par d'autres donateurs.

En 2008, l'ETF constituera également un comité consultatif international (CCI). Celui-ci fera office d'organisme consultatif d'experts et de praticiens représentant l'environnement opérationnel de l'ETF. Le CCI aura pour mission de diffuser les informations en retour et de fournir des conseils sur le travail de l'ETF dans le contexte de l'évolution d'une agence mettant essentiellement l'accent sur l'enseignement professionnel vers une agence davantage axée sur le développement des ressources humaines dans un contexte d'enseignement et de formation tout au long de la vie.

En même temps qu'elle établit clairement, en son sein, sa position et son rôle en tant que centre européen d'expertise, l'ETF va continuer à mettre en œuvre son nouveau modèle organisationnel, comprenant son cadre de gestion des ressources humaines, un réexamen des systèmes d'évaluation des performances du personnel, des plans de développement du personnel et sa politique de recrutement, de même que l'apport de mesures de formation spécifiques conçues dans le but de renforcer les capacités de développement politique de l'ETF.

En 2008, l'ETF surveillera également les liens entre ses PMT, son programme de travail annuel et l'impact sur les pays partenaires. En 2008, des liens plus visibles seront développés entre les actions de l'ETF dans son environnement opérationnel et le contexte politique fourni par la Commission européenne. Cette approche impliquera le renforcement des systèmes de surveillance de l'ETF tels que les audits, évaluations et appréciations aux fins de garantir la collecte plus systématique d'informations sur le programme du pays pour soutenir les décisions au niveau organisationnel. Le cycle de planification et de rapport de l'ETF se concentrera sur l'impact de ses travaux afin de garantir la réalisation de ses objectifs stratégiques et la fourniture des résultats escomptés de ses perspectives à moyen terme.

# NOTE EXPLICATIVE CONCERNANT L'AVANT-PROJET DE BUDGET 2008

## Introduction à l'avant-projet de budget 2008

L'avant-projet de budget 2008 se fonde sur une dotation de 19 484 000 euros en provenance du budget des Communautés européennes telle que prévue dans la perspective à moyen terme de l'ETF 2007-2010 (ETF-GB-06-026) et dans l'exposé de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses de l'ETF pour 2008 (ETF-GB-06-029), puis présentée lors de la réunion du conseil de direction de novembre 2006.

La partie «Recettes» de cet avant-projet de budget 2008 est basée sur l'hypothèse que la subvention de l'ETF en 2008 proviendra des mêmes sources qu'en 2007.

Par rapport au niveau de 2007 (19,7 millions d'euros), le montant de la subvention proposé représente une diminution de l'ordre de 4 % compte tenu du niveau d'inflation. Malgré la baisse de subvention enregistrée dans l'avant-projet de budget 2008 par rapport à 2007, l'ETF estime que le niveau des ressources est en harmonie avec le mandat élargi qui a été convenu avec le conseil, et avec les objectifs et défis politiques spécifiques pour 2008 que l'ETF s'est fixés dans la stratégie politique annuelle susmentionnée.

Il est à noter que l'avant-projet de budget a été préparé en partant du principe que l'ETF n'effectuera plus d'activités d'assistance technique Tempus après 2007. En effet, comme l'indique la perspective à moyen terme 2007-2010 de l'ETF, les ressources libérées par le rapatriement de Tempus seront redirigées dans le but de soutenir les activités opérationnelles associées aux nouvelles fonctions de l'ETF. Mais attendu qu'au moment de rédiger l'avant-projet de budget, la Commission n'avait pas encore communiqué à l'ETF sa décision finale concernant le rapatriement, il se peut que certaines activités d'assistance technique se poursuivent en 2008. Les implications opérationnelles et financières de ces changements devraient être introduites dans le planning de l'ETF au moment de la préparation du projet de programme de travail 2008 et du projet de budget, à l'automne 2007.

Faisant suite à une recommandation formulée lors de la réunion du conseil de direction de l'ETF de novembre 2006, l'ETF propose d'augmenter de 350 000 euros les fonds prévus pour les activités opérationnelles (chapitre 31) et de réduire proportionnellement les dépenses de personnel (titre I) par comparaison avec les indications initialement présentées en novembre.

Le tableau des effectifs de l'ETF a été adapté de façon à refléter tant la réduction des ressources réservées aux dépenses de personnel que les changements dans le classement du personnel intervenus en application de la révision 2004 du Statut. Cette approche devrait permettre à l'ETF de maintenir un effectif composé de 96 agents temporaires en 2008, correspondant au nombre d'agents temporaires en poste fin 2007.

## Commentaires spécifiques concernant l'avant-projet de budget 2008

L'avant-projet de budget 2008, tel qu'il a été proposé, présente une diminution de 4 % sous le titre I et de 1,55 % sous le titre II et une augmentation de 8,8 % sous le titre III.

**Titre I (dépenses concernant les personnes liées à la Fondation):** une diminution de 4% par rapport à 2006 coïncide avec la stabilisation prévue du nombre de postes d'agent temporaire pourvus à la fin 2007, une augmentation (de 21 à 34) du nombre d'agents sous contrat et une augmentation (de 5 à 6) du nombre d'experts nationaux détachés. Tous les autres postes budgétaires associés devraient diminuer légèrement par comparaison avec les dépenses des années antérieures (avec des changements mineurs entre les postes résultant de la période de transition qui a été créée notamment par l'arrêt progressif des activités Tempus). L'ETF devrait augmenter ses investissements en formation et développement du personnel afin de soutenir les efforts qu'elle déploie en vue de s'adapter aux

changements induits par les nouveaux programmes de l'UE dans son contexte institutionnel et opérationnel (poste 1440).

La petite diminution prévue dans les frais de mission (-1,37 %) est associée à la réduction escomptée des besoins en rapport avec la fin des opérations d'assistance technique Tempus, tandis que l'ETF envisage de poursuivre la politique de coopération réciproque et de renforcement des capacités avec des organisations sœurs par le biais des détachements à long terme de personnel qui ont été initiés en 2007. Trois détachements sont prévus en 2007.

**Titre II (immeubles, matériel et dépenses diverses de fonctionnement):** une légère diminution des dépenses est prévue actuellement sous ce titre par comparaison avec 2007 (-1,55 %). Il subsiste néanmoins plusieurs incertitudes qui sont associées à l'introduction obligatoire d'un nouveau logiciel financier (ABAC) et à la réévaluation en cours des informations sur la gestion de l'ETF. Ces incertitudes pourraient engendrer des changements modérés au moment de présenter le projet de budget.

**Titre III (dépenses résultant de l'exercice de missions spécifiques):** ce titre devrait augmenter de 8 % par comparaison avec 2007 à la suite des changements intervenus dans le rôle opérationnel de l'ETF en application des nouveaux instruments de relations extérieures. L'augmentation du financement sera principalement investie en soutenant la politique du développement des ressources humaines de l'ETF dans les pays prioritaires, laquelle a été convenue avec le conseil de direction dans les régions de préadhésion et du voisinage.

Sous le chapitre 31 (actions prioritaires: activités du programme du travail), l'ETF hébergera les réunions du CCI (comité consultatif international qui remplacera le forum consultatif conformément à une recommandation du conseil de direction). L'agence propose une légère augmentation du financement de l'évaluation interne résultant de l'engagement de l'ETF envers le contrôle de qualité (poste 3140).

Il est important de noter que le titre VI (dépenses réservées liées aux opérations d'assistance technique Tempus) a été maintenu dans la structure budgétaire à des fins de comparabilité dans le temps, bien qu'à partir de fin 2007, l'ETF ne doive plus être impliquée dans une quelconque activité. Fin 2006, une autre convention, s'élevant à 870 000 euros, a été signée avec la DG EAC afin de couvrir les activités Tempus en 2007 et sera présentée au comité de direction dans le budget rectificatif de 2007.

Enfin, veuillez noter que l'ETF a profité de la préparation de l'avant-projet de budget pour supprimer plusieurs postes budgétaires devenus superflus. Les postes budgétaires inutilisés depuis trois ans au moins ont été supprimés de la structure des intitulés, conformément aux pratiques couramment admises.

FONDATION EUROPÉENNE POUR LA FORMATION  
Avant-projet de budget 2008  
RECETTES

ETF-GB-07-006-01\_FR

Art.	Poste	Intitulé	Avant-projet de budget 2008	Budget 2007	Budget révisé 2006
<b>TITRE 1 Subvention de la Communauté européenne</b>					
	<b>Chap. 1 0</b>	<b>Stratégie de pré-adhésion (15.03.02. (ex B7-033))</b>	-	-	<b>2,950,000</b>
<b>1 00</b>		<i>Phare</i>	-	-	<i>1,950,000</i>
	1 00 1	Contribution Phare (Bulgarie, Roumanie) à la subvention ETF aux titres 1 et 2	-	-	1,215,000
	1 00 2	Contribution Phare (Bulgarie, Roumanie) à la subvention ETF au titre 3	-	-	285,000
	1 00 3	Contribution Phare (Croatie) à la subvention ETF aux titres 1 et 2	-	-	364,500
	1 00 4	Contribution Phare (Croatie) à la subvention ETF au titre 3	-	-	85,500
<b>1 01</b>		<i>Phase de pré-adhésion</i>	-	-	<i>1,000,000</i>
	1 01 1	Contribution de pré-adhésion (Turquie) à la subvention ETF aux titres 1 et 2	-	-	810,000
	1 01 2	Contribution de pré-adhésion (Turquie) à la subvention ETF au titre 3	-	-	190,000
	<b>Chap. 1 1</b>	<b>Action externe - Tacis, CARDS et MEDA - (15.03.03. (ex B7-664))</b>	-	-	<b>16,500,000</b>
<b>1 10</b>		<i>Soutien Commission et initiatives Europe élargie</i>	-	-	<i>16,500,000</i>
	1 10 1	Action externe (Tacis, CARDS) - subvention aux titres 1 et 2	-	-	12,085,000
	1 10 2	Action externe (Tacis, CARDS) - subvention au titre 3	-	-	4,415,000
	<b>Chap. 1 2</b>	<b>Fondation européenne pour la formation (15.02.27)</b>	<b>19,484,000</b>	<b>19,700,000</b>	
<b>1 20</b>		<i>Fondation européenne pour la formation</i>	<i>19,484,000</i>	<i>19,700,000</i>	
	1 20 1	Subvention ETF aux titres 1 et 2	14,984,000	14,864,000	
	1 20 2	Subvention ETF au titre 3	4,500,000	4,836,000	
	<b>TITRE 1</b>	<b>TOTAL TITRE 1</b>	<b>19,484,000</b>	<b>19,700,000</b>	<b>19,450,000</b>
<b>TITRE 9 RECETTES DIVERSES</b>					
	<b>Chap. 9 0</b>	<b>Recettes diverses</b>	-	-	<b>1,900</b>
<b>9 00</b>		<i>Recettes diverses</i>	-	-	<i>1,900</i>
	9 00 0	Recettes diverses	pm	pm	1,900
	<b>TITRE 9</b>	<b>TOTAL TITRE 9</b>	-	-	<b>1,900</b>
<b>TITRE 10 RÉSULTATS DES ANNÉES ANTÉRIEURES</b>					
	<b>Chap. 10 1</b>	<b>Résultats des années antérieures</b>	-	-	-
<b>10 11</b>		<i>Résultats des années antérieures</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>-</i>
	10 11 1	Résultat exercice budgétaire -/- 1	pm	pm	
	<b>TITRE 10</b>	<b>TOTAL TITRE 10</b>	-	-	-
		<b>TOTAL DES RECETTES PROPRES DE L'ETF</b>	<b>19,484,000</b>	<b>19,700,000</b>	<b>19,451,900</b>
<b>TITRE 4 FONDS PROVENANT D'AUTRES SOURCES</b>					
	<b>Chap. 4 3</b>	<b>Coopération avec des institutions italiennes</b>	-	-	<b>300,000</b>
<b>4 30</b>		<i>Coopération avec des institutions italiennes</i>	-	-	<i>300,000</i>
	4 30 0	Coopération avec des institutions italiennes	pm	pm	300,000
	<b>Chap. 4 9</b>	<b>Coopération avec des institutions italiennes - Financement des années antérieures</b>	-	-	<b>665,408</b>
<b>4 90</b>		<i>Coopération avec des institutions italiennes - Financement des années antérieures</i>	-	-	<i>665,408</i>
	4 90 0	Coopération avec des institutions italiennes - Financement des années antérieures	-	-	665,408
	<b>TITRE 4</b>	<b>TOTAL TITRE 4</b>	-	-	<b>965,408</b>
<b>TITRE 5 MEDA-ETE</b>					
	<b>Chap. 5 0</b>	<b>MEDA-ETE</b>	-	-	-
<b>5 00</b>		<i>MEDA-ETE</i>	-	-	<i>-</i>
	5 00 0	MEDA-ETE	pm	pm	pm
	<b>Chap. 5 9</b>	<b>MEDA-ETE - Financement des années antérieures</b>	-	-	<b>4,864,567</b>
<b>5 90</b>		<i>MEDA-ETE - Financement des années antérieures</i>	-	-	<i>4,864,567</i>
	5 90 0	MEDA-ETE - Financement des années antérieures*	pm	pm	4,864,567
	<b>TITRE 5</b>	<b>TOTAL TITRE 5</b>	-	-	<b>4,864,567</b>
<b>TITRE 6 TEMPUS - ASSISTANCE TECHNIQUE</b>					



	<b>Chap. 6 0</b>	<b>TEMPUS</b>	-	-	<b>1,040,260</b>
<i>6 00</i>		<i>TEMPUS</i>	-	-	<i>1,040,260</i>
	6 00 0	TEMPUS	-	pm	1,040,260
	<b>Chap. 6 9</b>	<b>TEMPUS - Financement des années antérieures</b>	-	-	<b>645,958</b>
<i>6 90</i>		<i>TEMPUS - Financement des années antérieures</i>	-	-	<i>645,958</i>
	6 90 0	TEMPUS - Financement des années antérieures	-	pm	645,958
	<b>TITRE 6</b>	<b>TOTAL TITRE 6</b>	-	-	<b>1,686,218</b>
		<b>TOTAL RECETTES DE PROJET/ASSIGNÉES</b>	-	-	<b>7,516,193</b>
		<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>19,484,000</b>	<b>19,700,000</b>	<b>26,968,094</b>

FONDATION EUROPÉENNE POUR LA FORMATION  
 Avant-projet de budget 2008  
 DÉPENSES

ETF-GB-07-006-01\_FR

Art.	Poste	Intitulé	Avant-projet de budget 2008	Budget 2007	Budget révisé 2006	Commentaires 2008
<b>TITRE 1 DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À LA FONDATION</b>						
	<b>Chap. 1 1</b>	<b>Personnel en activité</b>	<b>11,854,000</b>	<b>12,388,000</b>	<b>11,342,800</b>	
<b>1 10</b>		<i>Agents occupant un emploi repris au tableau des effectifs</i>	<i>7,775,000</i>	<i>8,337,000</i>	<i>7,667,800</i>	
	1 10 0	Traitements de base	6,330,000	6,837,000	6,244,600	Ce crédit est destiné à couvrir les frais de traitements de base et l'indemnité de gestion des agents temporaires de l'ETF, comme indiqué dans le Statut (art. 44 et 66) et le Régime applicable aux autres agents des Communautés européennes (art. 20).  Prévisions : * Diminution du nombre de postes d'agents temporaires de 100 à 96 dans le tableau des effectifs de l'ETF avec un taux d'occupation moyen de 97 % résultant de la rotation ordinaire
	1 10 1	Allocations familiales	620,000	600,000	587,200	Ce crédit est destiné à couvrir les allocations familiales des agents temporaires de l'ETF, comme indiqué dans le Statut (art. 67) et le Régime applicable aux autres agents des Communautés européennes (art. 20).  Prévisions : * 93 agents temporaires ETP. Légère hausse due à l'augmentation des allocations familiales conformément à l'annexe XIII du Statut et hausse prévue des frais de scolarité supportés par le personnel sur la base des tendances passées.
	1 10 2	Indemnités de dépaysement et d'expatriation	825,000	900,000	836,000	Ce crédit est destiné à couvrir les indemnités d'expatriation des agents temporaires de l'ETF, comme indiqué dans le Statut (art. 69) et le Régime applicable aux autres agents des Communautés européennes (art. 20).  Prévisions : * 93 agents temporaires ETP. Légère diminution liée à la réduction du nombre de postes.
	1 10 3	Indemnités de secrétariat	pm	pm	pm	
<b>1 11</b>		<i>Autres agents</i>	<i>1,600,000</i>	<i>1,500,000</i>	<i>1,199,700</i>	
	1 11 0	Agents contractuels	1,420,000	1,300,000	999,700	Ce crédit couvre tous les traitements, indemnités et dépenses de sécurité sociale pour les agents contractuels + les congés annuels non pris par les agents auxiliaires au terme de leur contrat et les adaptations salariales associées.  Prévisions : * 34 agents contractuels (31 ETP) + les éventuels congés annuels non pris par les derniers agents auxiliaires en poste au 31/12/2007 à payer en fin de contrat.

	1 11 2	Agents locaux	180,000	200,000	200,000	Ce crédit couvre tous les salaires, indemnités et dépenses de sécurité sociale pour les agents locaux.  Prévisions : * 3 agents locaux. Légère diminution sur la base des coûts passés.
1 13		<i>Couverture des risques de maladie et d'accident et de maladie professionnelle et couverture du risque de chômage et maintien des droits à la pension</i>	<i>350,000</i>	<i>405,000</i>	<i>362,000</i>	
	1 13 0	Assurance maladie	220,000	250,000	219,200	Ce crédit couvre l'assurance maladie en vertu de l'article 72 du Statut et du Régime applicable aux autres agents des Communautés européennes (art. 28)  Prévisions : * 93 agents temporaires ETP
	1 13 1	Assurance accidents et maladies professionnelles	45,000	65,000	57,100	Ce crédit couvre l'assurance accidents et maladies professionnelles en vertu de l'article 73 du Statut et du Régime applicable aux autres agents des Communautés européennes (art. 28)  Prévisions : * 93 agents temporaires ETP
	1 13 2	Assurance chômage pour les agents temporaires	85,000	90,000	85,700	Ce crédit couvre l'assurance chômage pour les agents temporaires en vertu de l'article 28 bis du Régime applicable aux autres agents des Communautés européennes Prévisions : * 93 agents temporaires
	1 13 3	Pension	pm	pm	pm	
1 14		<i>Allocations et indemnités diverses</i>	<i>150,000</i>	<i>163,000</i>	<i>162,100</i>	
	1 14 0	<i>Allocations de naissance et décès</i>	2,000	2,000	2,100	Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et notamment ses art. 70, 74 et 75, et Régime applicable aux autres agents des Communautés européennes (art. 28).  Ce crédit est destiné à couvrir: - les allocations de naissance; - en cas de décès d'un fonctionnaire: – la rémunération globale du défunt jusqu'à la fin du troisième mois suivant celui du décès, – les frais de transport du corps jusqu'au lieu d'origine.  Prévisions : * 93 agents temporaires ETP

	1 14 1	Frais de voyage annuel du lieu d'affectation au lieu d'origine	126,000	140,000	140,000	Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et notamment l'art. 8 de l'annexe VII applicable par analogie aux agents temporaires.  Ce crédit couvre le paiement forfaitaire des frais de voyage des membres du personnel concernés, du conjoint et des personnes à charge du lieu d'affectation au lieu d'origine. Prévisions : * 93 agents temporaires ETP
	1 14 2	Frais de logement et de transport	pm	pm	pm	
	1 14 3	Indemnités forfaitaires de fonction	pm	pm	pm	
	1 14 4	Indemnités forfaitaires de déplacement	pm	pm	pm	
	1 14 7	Indemnités pour service continu ou par tours et pour astreinte sur le site et/ou à domicile	22,000	21,000	20,000	Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et notamment son art. 56 bis, et Régime applicable aux autres agents (art. 16).  Prévisions : * 1 agent temporaire ETP en service pendant les heures de fermeture tout au long de l'année.
1 15		Heures supplémentaires	PM	PM	PM	
	1 15 0	Heures supplémentaires	pm	pm	pm	
1 17		Prestations d'appoint	530,000	480,000	656,000	
	1 17 0	Interprètes indépendants et opérateurs conférences	pm	pm	pm	
	1 17 2	Frais d'organisation de stages avec la Fondation	30,000	30,000	21,000	Ce crédit est censé couvrir les frais d'organisation de stages pour les jeunes professionnels de l'UE et les pays partenaires de l'ETF pour leur permettre de se familiariser avec les pratiques d'une agence de l'Union européenne. Prévisions : 5 stages d'une durée de six mois
	1 17 5	Autres prestations de traduction, dactylographie et travaux à confier à l'extérieur	pm	pm	pm	
	1 17 7	Autres prestations et services institutionnels d'audit	500,000	450,000	635,000	Ce crédit est destiné à couvrir les recours à d'autres prestataires de services, consultants et experts, pour les services relevant de l'administration générale de l'ETF lorsque de tels services ne peuvent être assurés par le personnel de l'ETF (pour des raisons d'expertise ou de disponibilité).  Prévisions : * Ce crédit est principalement utilisé pour: 1) les services fournis par les organes administratifs de l'UE par le biais d'un accord de niveau de service (traitement des demandes de mission, traitement des coûts salariaux, etc.); besoins estimés à 100 000 € 2) les prestataires de services (personnel intérimaire) qui remplacent le personnel de l'ETF pendant de courtes durées, couvrant les périodes de pointe et l'absence à court terme de personnel permanent de l'ETF; besoins estimés à 350 000 € 3) les services de consultation pour améliorer l'efficacité de l'ETF, 50 000 €
1 18		Frais de recrutement et de mutation	370,000	474,000	280,200	

	1 18 0	Frais divers de recrutement	60,000	75,000	96,600	<p>Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et notamment ses art. 27 à 31 et 33.</p> <p>Ce crédit est destiné à couvrir divers frais de recrutement, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les frais de publication,</li> <li>- les frais directement liés à la promotion et à l'organisation de tests de recrutement (location de salles, meubles, machines et équipements divers, coûts de préparation et de correction des tests, etc.),</li> <li>- les frais de voyage et les indemnités journalières pour les candidats et les membres extérieurs des jurys de sélection,</li> <li>- les examens médicaux de pré-recrutement.</li> </ul> <p>Prévisions :</p> <p>Légère diminution pour revenir à une situation plus stable, sur la base des coûts passés</p>
	1 18 1	Frais de voyage	12,000	16,000	7,600	<p>Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et notamment son art. 71.</p> <p>Ce crédit est destiné à couvrir les frais de voyage pour les membres du personnel et leurs familles lorsqu'ils prennent ou quittent leurs fonctions.</p> <p>Prévisions :</p> <p>* De nombreux agents quitteront leurs fonctions fin 2007, en raison de la suppression progressive des activités d'assistance technique Tempus. Cela pourrait entraîner une augmentation des frais de voyage en 2008 (due à la délocalisation) pour les agents qui partent mais, dans la mesure où le nombre d'agents temporaires ETP diminue et où la rotation devrait revenir à son niveau passé, les frais de voyage connaîtront une légère diminution.</p>
	1 18 2	Indemnités d'installation	150,000	200,000	65,700	<p>Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et notamment les art. 5 et 6 de son annexe VII.</p> <p>Ce crédit couvre les indemnités d'installation et de réinstallation lors du changement de lieu de résidence des agents qui prennent leurs nouvelles fonctions, lors d'une mutation et lorsqu'ils quittent l'institution pour se réinstaller ailleurs.</p> <p>Prévisions :</p> <p>* De nombreux agents quitteront leurs fonctions fin 2007, en raison de la suppression progressive des activités d'assistance technique Tempus. Cela pourrait entraîner une augmentation des indemnités de réinstallation en 2008 (due à la délocalisation) pour les agents qui partent mais, dans la mesure où le nombre d'agents temporaires ETP diminue et où la rotation devrait revenir à son niveau passé, les indemnités d'installation connaîtront une légère diminution.</p>

	1 18 3	Frais de déménagement	100,000	130,000	78,400	<p>Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et notamment ses art. 20 et 71 et l'art. 9 de son annexe VII.</p> <p>Ce crédit est destiné à couvrir les frais de déménagement d'un nouveau membre du personnel lors de son entrée en fonctions ainsi que les dépenses des membres du personnel qui cessent leurs fonctions au sein de l'ETF.</p> <p>Prévisions :</p> <p>* De nombreux agents quitteront leurs fonctions fin 2007, en raison de la suppression progressive des activités d'assistance technique Tempus. Cela pourrait entraîner une augmentation des frais de déménagement en 2008 (due à la délocalisation) pour les agents qui partent mais, dans la mesure où le nombre d'agents temporaires ETP diminue et où la rotation devrait revenir à son niveau passé, les frais de déménagement connaîtront une légère diminution.</p>
	1 18 4	Indemnités journalières temporaires	48,000	53,000	31,900	<p>Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et notamment ses art. 20 et 71 et l'art. 10 de son annexe VII.</p> <p>Ce crédit couvre les indemnités journalières temporaires pour les agents qui justifient être tenus de changer de résidence lors de leur entrée en fonctions ou lors d'une mutation.</p> <p>Prévisions :</p> <p>* Basées sur la tendance passée du taux de rotation au cours des années précédentes</p>
1 19		<i>Coefficients correcteurs</i>	<i>1,079,000</i>	<i>1,029,000</i>	<i>1,015,000</i>	
	1 19 0	Coefficients correcteurs	900,000	850,000	840,000	<p>Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et notamment ses art. 64 et 65 et l'art. 17, paragraphe 3, de son annexe VII.</p> <p>Ce crédit couvre le coût des coefficients correcteurs appliqués à la rémunération des agents. Les coefficients correcteurs sont adoptés par le Conseil sur proposition de la Commission, mais sont déterminés à la fin de l'année avec les augmentations/diminutions reprises, avec effet rétroactif, au 1er juillet. Il couvre également le coût des coefficients correcteurs appliqués aux émoluments transférés dans un pays autre que le pays d'emploi.</p> <p>Prévisions :</p> <p>* Augmentation continue du facteur de pondération en Italie sur la base de la tendance passée</p>

	1 19 1	Adaptation salariale	179,000	179,000	175,000	Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et notamment ses art. 65 et 65 bis et son annexe XI. Règlement financier du 21 décembre 1977 applicable au budget général des Communautés européennes (JO L 356, 31.12.1977, p. 1) tel que modifié en dernier lieu par le règlement (CE, CECA, Euratom) n°2548/98 (JO L 320, 28.11.1998, p. 1).  Ce crédit est destiné à couvrir les coûts d'adaptation salariale approuvés par le Conseil au cours de l'exercice financier. Il est purement provisionnel et repris, avec effet rétroactif, au 1er juillet.  Prévisions : *+0,7 %
	<b>Chap. 1 3</b>	<b>Frais de missions et de déplacement</b>	<b>937,000</b>	<b>950,000</b>	<b>843,351</b>	
	<i>1 30</i>	<i>Frais de missions et de déplacement</i>	<i>937,000</i>	<i>950,000</i>	<i>843,351</i>	
	1 30 0	Frais de missions et de déplacement	937,000	950,000	843,351	Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et notamment les art. 11 à 13 de son annexe VII.  Ce crédit est destiné à couvrir: les frais de déplacement, le paiement d'indemnités journalières de missions et les coûts obligatoires ou extraordinaires encourus lors de la mission d'un agent, qui sont couverts par le Statut des fonctionnaires des Communautés européennes.  Prévisions : * Une légère diminution du crédit en 2008 pour les missions régulières liées à l'exécution du programme de travail de l'ETF est anticipée (787 000 €). * En 2006, l'ETF a fait l'expérience d'une politique de développement du personnel basée sur des missions/placements de longue durée de certains de ses experts dans des organisations partenaires pour des durées de 6 mois à un an. 150 000 € sont proposés en 2008 pour couvrir les frais de trois de ces placements.
	<b>Chap. 1 4</b>	<b>Infrastructure à caractère socio-médical</b>	<b>179,000</b>	<b>181,000</b>	<b>140,000</b>	
	<i>1 40</i>	<i>Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	
	1 40 0	Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines	pm	pm	pm	
	<i>1 42</i>	<i>Restaurants, repas et cantines</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	
	1 42 0	Restaurants, repas et cantines	pm	pm	pm	
	<i>1 43</i>	<i>Service médical</i>	<i>29,000</i>	<i>31,000</i>	<i>30,000</i>	

	1 43 0	Service médical	29,000	31,000	30,000	Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et notamment son art. 59 et l'art. 8 de son annexe II.  Ce crédit est destiné à couvrir les frais du service médical indépendant intervenant pour l'ETF (notamment la réalisation des examens médicaux réguliers des agents de l'ETF, les frais d'un médecin-conseil et des médicaments, les équipements de premiers soins, etc.).  Prévisions : +/- 100 contrôles annuels à 73 € Médecin-conseil de l'ETF 21 600 € Dotation médicale 2 100 €
1 44		Formation interne	150,000	150,000	110,000	
	1 44 0	Formation interne	150,000	150,000	110,000	Statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et notamment son art. 24, paragraphe 3.  Ce crédit est destiné à couvrir les cours introductifs pour les nouveaux membres du personnel, les cours de formation du personnel, les formations de reconversion, les cours sur l'utilisation de techniques modernes, les séminaires, les sessions d'information sur les questions communautaires, etc. Il couvre également l'achat de matériel et de supports et l'engagement de consultants.  Prévisions : Une moyenne de 1 170 € par membre du personnel (tous types de contrat confondus) est estimée pour la formation, plus les documents didactiques éventuels à concurrence de 6 000 €.
1 49		Autres interventions	pm	pm	pm	
	1 49 0	Autres interventions	pm	pm	pm	
	Chap. 1 5	Échange de personnel entre la Fondation et le secteur public	286,000	290,000	246,000	
1 52		Échange de personnel entre la Fondation et le secteur public	286,000	290,000	246,000	
	1 52 0	Experts nationaux détachés	286,000	290,000	246,000	Ce crédit est destiné à couvrir les coûts des fonctionnaires nationaux ou internationaux et des employés du secteur privé temporairement détachés à l'ETF pour faire part de leurs connaissances dans des domaines dans lesquels ils bénéficient d'une très grande expérience.  Prévisions : * 5 experts nationaux ETP généralement détachés de pays partenaires de l'ETF tout au long de l'année.
	Chap. 1 7	Frais de réception et de représentation	10,000	10,000	12,000	
1 70		Frais de réception et de représentation	10,000	10,000	12,000	



	1 70 0	Frais de réception et de représentation	10,000	10,000	12,000	Ce chapitre couvre les frais de réception des invités (ex. repas, dîners, etc.).  Prévisions : Sur la base de l'expérience en 2006 et au cours des années précédentes, un montant de 5 000 € a été prévu au budget pour couvrir les demandes de restauration à la Villa Gualino (repas, pauses café), et 5 000 € supplémentaires couvriront le remboursement des frais de représentation, dont les frais de restauration, les frais de taxi et les petits cadeaux autorisés par le directeur.
	<b>Chap. 1 9</b>	<b>Pensions et allocations de pension</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	
<b>1 90</b>		<i>Pensions et allocations de pension</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	
	1 90 0	Pensions et allocations de pension	pm	pm	pm	
	<b>TITRE 1</b>		<b>13,266,000</b>	<b>13,819,000</b>	<b>12,584,151</b>	
<b>TITRE 2 IMMEUBLE, MATÉRIEL ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT</b>						
	<b>Chap. 2 0</b>	<b>Investissement immobilier, location d'immeubles et frais accessoires</b>	<b>656,200</b>	<b>693,000</b>	<b>660,800</b>	
<b>2 00</b>		<i>Location</i>	<i>7,000</i>	<i>42,000</i>	<i>37,100</i>	
	2 00 0	Location	7,000	42,000	37,100	Ce crédit est destiné à rembourser une partie des investissements réalisés par le <i>Villa Gualino Consortium</i> pour la construction de l'espace "archives" de la Fondation, étant donné que l'accord initial avec la Villa Gualino ne prévoyait pas d'archives sur les plans de construction. Ces coûts sont payés chaque année par l'ETF. Un montant de 5 000 € a en outre été prévu pour couvrir la location de l'espace de bureau à Bruxelles.  Prévisions : L'espace Archives/stockage fait partie de la convention ETF/VG et est prévu pour 10 ans, après quoi l'ETF pourra utiliser librement cet espace. L'estimation comprend: la location symbolique des locaux (1 €) et le loyer pour un bureau dans le bâtiment de la DG EAC à Bruxelles (5 300 €). Aucun remboursement des archives n'est prévu cette année.
<b>2 01</b>		<i>Assurance</i>	<i>PM</i>	<i>pm</i>	<i>4,200</i>	
	2 01 0	Assurance	pm	-	4,200	Ce crédit est destiné à couvrir les contrats d'assurance, pour le bâtiment de l'ETF, la responsabilité civile du locataire, la responsabilité civile des employés et des tierces parties, contre le vol, les incendies, les missions, tous les risques électroniques, les véhicules des tierces parties, les blessures et l'indemnité juridique.  À compter de 2007, cette dépense est intégrée dans la ligne budgétaire 2090 - Autres dépenses immobilières.
<b>2 02</b>		<i>Eau, gaz, électricité et chauffage</i>	<i>126,000</i>	<i>126,000</i>	<i>118,000</i>	

	2 02 0	Eau, gaz, électricité et chauffage	126,000	126,000	118,000	<p>Ce crédit est destiné à couvrir les coûts de services publics (eau, gaz, électricité et chauffage).</p> <p>Prévisions :</p> <p>Les coûts ont tendance à augmenter en raison des mauvaises conditions climatiques (chaleur en été et froid en hiver) et des coûts énergétiques en général. Une augmentation de 7%, suivant l'évolution de l'augmentation des coûts enregistrés au cours de ces dernières années, a déjà été prise en compte l'année dernière. Des mesures actives d'économie d'énergie peuvent atténuer cette augmentation dans une certaine mesure seulement. La légère augmentation de personnel affectera également probablement les besoins.</p>
2 03		<i>Nettoyage et entretien</i>	<i>270,000</i>	<i>270,000</i>	<i>260,000</i>	
	2 03 0	Nettoyage et entretien	270,000	270,000	260,000	<p>Ce crédit est destiné à couvrir les coûts d'entretien (parties, ascenseurs, chauffage, climatisation, conduits) et de nettoyage des parties communes comme le prévoit la convention CON/03/ETF/0071, ainsi que le nettoyage du bâtiment.</p> <p>Le coût total du nettoyage et de l'entretien des parties communes du bâtiment varie en fonction du nombre de réparations et interventions imprévues en cours d'année.</p> <p>Prévisions :</p> <p>Le coût total du nettoyage et de l'entretien des parties communes du bâtiment varie en fonction du nombre et de l'importance des réparations et interventions imprévues en cours d'année. En raison du vieillissement du bâtiment et de certains problèmes techniques (toiture, canalisations, déformation du sol), le nombre d'interventions a augmenté au cours de ces dernières années. La signature d'un nouveau contrat de nettoyage fin 2008 pourrait avoir des répercussions sur cette composante.</p>
2 04		<i>Aménagement des locaux</i>	<i>20,000</i>	<i>20,000</i>	<i>17,500</i>	
	2 04 0	Aménagement des locaux	20,000	20,000	17,500	<p>Ce crédit est destiné à couvrir la réalisation de petits travaux pour l'aménagement du bâtiment (modification des cloisons, plaques et panneaux, peinture, etc.).</p> <p>Prévisions :</p> <p>En 2004, l'ETF a commencé à peindre les bureaux. Ce projet pluriannuel s'est achevé en 2006, l'intérieur du bâtiment ayant été entièrement redécoré, à l'exception de quelques endroits. Le montant de 15 000 € sur cette ligne budgétaire sera utilisé pour la peinture de certaines parties du bâtiment (décoration intérieure).</p> <p>Les diverses restructurations en cours de l'ETF peuvent amener à des modifications des plans d'affectation des bureaux. Une réserve a donc été prévue pour un éventuel cloisonnement et ameublement. De petits travaux d'entretien seront par ailleurs nécessaires.</p>
2 05		<i>Sécurité et surveillance</i>	<i>150,000</i>	<i>150,000</i>	<i>145,000</i>	

	2 05 0	Sécurité et surveillance	150,000	150,000	145,000	<p>Ce crédit est destiné à couvrir les diverses dépenses ayant trait à la sécurité du bâtiment. Les activités suivantes sont regroupées sous ce poste: surveillance, entretien du système anti-intrusion, achat et entretien d'un équipement contre le feu et coûts des inspections requises par le droit italien (loi 626).</p> <p>Prévisions :</p> <p>L'augmentation de ces dernières années est due à un besoin supplémentaire de sécurité: l'extension du travail pendant le week-end et l'augmentation des manifestations et des réunions en interne peuvent entraîner une hausse des coûts.</p> <p>Un nouveau contrat sera conclu en 2007. Une marge a été prévue en vue d'une possible augmentation du taux horaire.</p> <p>Le nouveau RSPP entré en fonction fin 2006 fera probablement des recommandations lors de la réunion annuelle qui devrait se tenir en mai.</p> <p>Hausse possible des coûts due à la signature d'un nouveau contrat de sécurité, proposition d'extension des enregistrements vidéo (CCTV).</p>
<b>2 09</b>		<b>Autres dépenses immobilières</b>	<b>83,200</b>	<b>85,000</b>	<b>79,000</b>	
	2 09 0	Autres dépenses immobilières	83,200	85,000	79,000	<p>Ce crédit est destiné à couvrir les autres dépenses immobilières qui ne sont pas prévues, notamment les taxes et les routes, le drainage, le ramassage des ordures, ainsi que les coûts administratifs, payables au <i>Villa Gualino Consortium</i> comme le prévoit la convention CON/03/ETF/0071.</p> <p>Prévisions :</p> <p>À compter de 2007, le remboursement des contrats d'assurance de la Villa Gualino pour les biens de l'ETF, la responsabilité civile du locataire, la responsabilité civile des employés et des tierces parties, contre le vol, les incendies, les missions, tous les risques électroniques, les véhicules de tierces parties, les blessures et l'indemnité juridique (pour un montant estimé à 5 000 €) seront compris dans ce poste budgétaire.</p> <p>Les frais de gestion et d'administration payés à VG, en vertu de la convention, sont proportionnels aux charges d'exploitation (20% du coût total payé sous les lignes budgétaires 2010, 2020 et 2030).</p> <p>La taxe d'enlèvement des ordures ménagères augmentera probablement de 2% (ISTAT).</p>
	<b>Chap. 2 1</b>	<b>Technologies de l'information et des communications</b>	<b>604,000</b>	<b>594,000</b>	<b>495,000</b>	
<b>2 10</b>		<b>Dépenses TIC</b>	<b>604,000</b>	<b>594,000</b>	<b>495,000</b>	

	2 10 0	Matériel TIC	200,300	200,300	222,000	<p>Ce poste est destiné à couvrir l'achat de matériel informatique, dont des serveurs de réseau, des PC, des imprimantes et un équipement de mise en réseau/communication.</p> <p>Le matériel informatique est remplacé tous les 3-4 ans et l'approvisionnement, dans le cadre de marchés publics plus ou moins importants, dépend du nombre d'appareils vétustes.</p> <p>Prévisions :</p> <p>Chaque année, l'ETF remplace en moyenne quelque 30 postes de travail et 5 imprimantes réseau en raison de leur vétusté. (Leur durée de vie est estimée entre 36 et 48 mois). Un vaste projet TIC a été lancé en octobre pour répondre aux besoins de réorganisation des technologies de l'information institutionnelles, administratives et opérationnelles: gestion des projets, des ressources et du temps. Le projet Bootstrap se trouve actuellement dans une phase de définition des besoins mais pourrait inclure une composante de matériel informatique.</p> <p>Diminution possible en raison de l'approvisionnement anticipé dans le budget 2007 - augmentation possible si le nombre d'agents (temporaires) devait augmenter après Tempus. Le renouvellement de certains serveurs pourrait s'avérer nécessaire (ABAC, Bootstrap et remplacement</p>
	2 10 1	Développement et achat de logiciels	150,000	150,000	144,300	<p>Ce poste a été crédité pour couvrir l'achat d'applications logicielles standard et le développement de systèmes logiciels.</p> <p>Prévisions :</p> <p>D'après les besoins actuels et les exigences requises, un montant de 130 000 € a été prévu (dont un coût estimé pour le projet Bootstrap même si la phase de définition n'est pas terminée). Il est possible que des besoins supplémentaires s'expriment compte tenu de la poursuite de la réorganisation dans les domaines suivants: gestion des ressources humaines, portefeuille de projets/gestion des services professionnels, et systèmes administratifs réglementaires de la Commission. Une réserve de 20 000 € a donc été ajoutée: 150 000 €.</p>
	2 10 2	Autres dépenses	128,700	128,700	128,700	<p>Ce poste a été crédité pour couvrir les frais associés à la maintenance et à l'entretien du matériel informatique et des logiciels, dont l'achat de biens informatiques durables, la maintenance et autres interventions.</p> <p>Soutien des infrastructures: les frais principaux de ce poste sont imputés aux contrats de maintenance et de prise en charge du matériel informatique (pour les serveurs et l'infrastructure du réseau) et des logiciels comme Microsoft Office, Oracle et IBM Lotus Notes.</p> <p>Prévisions :</p> <p>Soutien des infrastructures: les frais principaux de ce poste sont imputés aux contrats de maintenance et de prise en charge du matériel informatique (pour les serveurs et l'infrastructure du réseau, extension de la garantie des équipements) et des logiciels comme Microsoft Office, Oracle et IBM Lotus Notes. Nous avons connu ces deux dernières années une augmentation de la consommation des consommables en raison de l'augmentation de l'utilisation et du nombre d'utilisateurs sur place.</p>

	2 10 3	Coûts des télécoms	90,000	90,000		Ce crédit est destiné à couvrir les frais fixes des abonnements, coûts des communications et coûts internet. Lors du travail de révision et de prévision du budget 2007, les services responsables des chapitres 21 et de l'article 241 (lignes budgétaires 2410 et 2411) ont proposé de déplacer les deux lignes: 2410 Coûts des télécommunications et 2411 Coûts d'équipements de télécommunications au chapitre 21 (anciennement Traitement de données) qui serait renommé TIC - Technologies de l'information et des communications. Ce terme TIC est le terme le plus utilisé pour décrire l'informatique et les questions d'ordinateurs ET, en raison de la nature convergente des TI (Technologies de l'information) et des Télécoms (Technologies des communications), il serait naturel et rationnel de considérer ces éléments comme un groupement budgétaire logique. Le maintien des deux postes garantit une transparence dans la répartition des questions d'audit. Parmi les exemples de convergence, on peut citer: téléphones intelligents et autres PDA (assistants numériques personnels) remplissant les fonctions d'appareils réseau et
	2 10 4	Coût des équipements télécoms	35,000	25,000		Ce crédit est destiné à couvrir les coûts afférents à l'équipement liés aux télécommunications, dont les câbles, l'achat, la location, l'installation, l'entretien, la documentation, et les contrats de maintenance du système téléphonique interne.  Prévisions : L'augmentation de l'utilisation d'équipements mobiles pourrait amener une légère hausse des crédits de ce poste si la demande s'avère plus forte. Certains téléphones existants doivent être remplacés, tandis que de nouveaux doivent être achetés en raison d'une augmentation des effectifs. Le nouveau central privé (PABX) de l'ETF arrivera en fin de vie en 2008 et pourrait devoir être remplacé (+10 000 €).
	<b>Chap. 2 2</b>	<b>Biens meubles et frais accessoires</b>	<b>69,800</b>	<b>70,000</b>	<b>71,100</b>	
<i>2 20</i>		<i>Installations techniques et matériel bureautique</i>	<i>50,000</i>	<i>50,000</i>	<i>43,500</i>	
	2 20 0	Achat	9,000	9,000	7,500	Ce crédit est destiné à couvrir l'achat du matériel bureautique et technique, notamment le matériel audiovisuel, de reproduction, d'archivage et d'interprétation. Il est également utilisé pour le remplacement général du matériel bureautique ancien comme les télécopieurs, les relieuses, etc.  Prévisions : Un projet d'amélioration des salles de réunion est en cours. Un appel d'offres pour le remplacement du matériel audiovisuel a été lancé fin 2006 et il est possible que certains articles soient achetés début 2007 en raison d'une insuffisance budgétaire. Il est pour l'instant impossible d'identifier la répartition précise du budget.

	2 20 2	Location	37,000	37,000	32,500	<p>Ce crédit est destiné à couvrir la location/le crédit-bail du matériel/équipement, qui n'est pas économique ou qui est difficile à acheter en raison d'une limitation des ressources budgétaires disponibles (photocopieurs, par ex.).</p> <p>Prévisions : Un nouveau contrat sera conclu en juillet 2007. Il est donc difficile d'estimer les coûts pour l'instant. Une augmentation a été prise en considération en raison d'un accroissement des besoins (nombre de copies, vitesse des photocopieurs, nouvelle génération de machines). L'appel d'offres pourrait être relancé en 2007. Les besoins seront alors plus clairs. Cela pourrait entraîner des coûts supplémentaires.</p>
	2 20 3	Entretien, utilisation et réparation	4,000	4,000	3,500	<p>Ce crédit est destiné à couvrir les coûts d'entretien et de réparation du matériel et des équipements énumérés aux postes 2200 à 2202 et le coût des photocopies additionnelles dépassant le nombre prévu dans le contrat-cadre du fournisseur de la Fondation.</p> <p>Prévisions : Nouveau contrat devant démarrer en juillet 2007. Cette année, une augmentation du nombre de photocopies a été observée. Le nombre croissant de télécopieurs (dont la plupart ne sont plus sous garantie) et d'autres équipements, comme les tableaux de commande intelligents et les projecteurs, à assurer avec une post-garantie a été pris en considération.</p>
2 21		<i>Mobilier</i>	11,000	11,000	20,000	
	2 21 0	Achat	11,000	11,000	20,000	<p>Ce crédit est destiné à couvrir l'achat de nouveau mobilier.</p> <p>Prévisions : Sur les conseils du médecin de l'ETF, un appel d'offres devrait être lancé pour remplacer les fauteuils de bureau par de nouveaux fauteuils ergonomiques.</p>
2 23		<i>Transport</i>	2,800	3,000	2,500	
	2 23 2	Location	2,800			Nouveau poste - Cette ligne sera utilisée pour remplacer le fourgon de l'ETF par des véhicules de location, le cas échéant.
	2 23 3	Entretien, utilisation et réparation	pm	3,000	2,500	<p>Ce crédit est destiné à couvrir l'utilisation, l'entretien, le carburant et les frais annexes du véhicule de la Fondation.</p> <p>Il a pendant un moment été question de revendre le fourgon. Les fonds pourraient être réaffectés à un autre poste si le fourgon de l'ETF était vendu.</p> <p>Prévisions : Fourgon de l'ETF - déclassement prévu pour 2007 - utilisation de véhicules de location à la place. Une étude de faisabilité a démontré que l'ETF pouvait très bien se passer d'un véhicule; il est donc question de déclasser le véhicule, bien que le calendrier reste à définir. En cas de cession du véhicule, les fonds pourraient être affectés à un autre poste.</p>
2 25		<i>Documentation et bibliothèque</i>	6,000	6,000	5,100	

	2 25 0	Achat de publications et abonnements non opérationnels	6,000	6,000	pm	Ce crédit vise à couvrir l'achat de publications et d'abonnements destinés à l'utilisation générale de l'ETF et/ou à l'utilisation des services non opérationnels (par ex. manuels informatiques, livres juridiques, journaux, périodiques etc.).  Prévisions : ~ 10 abonnements à des journaux et périodiques ~ 10-20 publications
	2 25 1	Dépenses diverses de documentation	PM	pm	pm	Dépenses de documentation imprévues, extraordinaires (par ex. frais de reliure et de conservation des ouvrages).
	2 25 2	Abonnements à des journaux et périodiques		-	5,100	Ces frais sont intégrés au poste 2250 - Achat de publications et abonnements non opérationnels. Ce poste ne sera plus utilisé.
	2 25 4	Frais de reliure et de conservation des ouvrages	-	-	pm	
	<b>Chap. 2 3</b>	<b>Dépenses courantes de fonctionnement administratif</b>	<b>202,000</b>	<b>202,000</b>	<b>164,000</b>	
<b>2 30</b>		<b>Papeterie et fournitures de bureau</b>	<b>33,000</b>	<b>33,000</b>	<b>39,000</b>	
	2 30 0	Papeterie et fournitures de bureau	33,000	33,000	39,000	
	2300-ECU	Papeterie et fournitures de bureau - ECU	12,000	12,000	15,000	Papier à en-tête, enveloppes, cartes de visite, etc. et matériel de promotion (stylos, sacs, tapis de souris)  Prévisions : Pas de nouveau logo pour la Fondation Sur la base de l'expérience des années précédentes, un montant de 2 000 € a été prévu pour couvrir les dépenses de papier à en-tête et enveloppes et 4 000 € supplémentaires couvriront la production de cartes de visite, dossiers, bloc-notes et autres fournitures de bureau personnalisées. Un montant de 6 000 € couvrira les dépenses de matériel de promotion utilisé pour les réunions et les visiteurs (stylos, cordons, tapis de souris, etc.).
	2300-CTS	Papeterie et fournitures de bureau - CTS	21,000	21,000	24,000	Fournitures de bureau dont le papier pour les imprimantes/photocopieurs  Prévisions : Lignes locales CTS - les nombreux efforts déployés ces dernières années pour réduire les stocks permettront d'inverser cette tendance et par conséquent les prévisions, ainsi que l'augmentation de la consommation observée (à partir du système de réservation de papeterie en ligne) autorisent une légère augmentation dans la consommation du budget. À la suite du départ de TEMPUS, on pourrait assister à une diminution des coûts liés aux consommables (papier, encre) dans la mesure où la consommation de ce département était élevée. Le montant a toutefois été maintenu pour des raisons de sécurité.
<b>2 32</b>		<b>Charges financières</b>	<b>2,000</b>	<b>2,000</b>	<b>1,800</b>	
	2 32 0	Dépenses financières diverses	2,000	2,000	1,800	Ce poste est destiné à couvrir les frais bancaires et autres frais financiers ainsi que les dommages et intérêts (anciens postes budgétaires 2 32 2 et 2 34 0).  Prévisions : Les frais bancaires peuvent varier énormément et sont imprévisibles. L'expérience passée permet cependant d'évaluer à 2 000 € maximum les coûts potentiels Nouveau titre depuis 2007; en remplacement de "Frais bancaires".
	2 32 1	Pertes de change	pm	pm	pm	
	2 32 2	Autres frais financiers	pm	pm	pm	
<b>2 33</b>		<b>Frais de contentieux</b>	<b>70,000</b>	<b>70,000</b>	<b>38,000</b>	

	2 33 0	Frais de contentieux	70,000	70,000	38,000	<p>Ce crédit est destiné à couvrir:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* les frais généraux de contentieux,</li> <li>* les frais de justice,</li> <li>* les honoraires d'avocats externes.</li> </ul> <p>Prévisions :</p> <p>L'introduction d'une nouvelle catégorie d'agent (agents contractuels) et les problèmes juridiques que présentent certains contrats de l'ETF risquent de se traduire par une multiplication des problèmes juridiques.</p>
2 35		Autres dépenses de fonctionnement	37,000	37,000	30,000	
	2 35 0	Assurances diverses	27,000	27,000	26,500	<p>Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses d'assurances diverses (notamment la responsabilité civile, l'assurance contre le vol, l'assurance du matériel informatique et du câblage; les coffres-forts et leur contenu).</p> <p>Prévisions :</p> <p>Basées sur la couverture suivante:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>~ 1,1 million € dispositifs électroniques et logiciels tous risques</li> <li>~ 120 000 € vol</li> <li>~ 15 millions € incendies et catastrophes naturelles</li> </ul> <p>Personnel statutaire, experts nationaux détachés et stagiaires: responsabilité civile des tierces parties et des employés</p> <p>~ 1 ETP: responsabilité civile du comptable</p> <p>Personnel statutaire, experts nationaux détachés et stagiaires: frais judiciaires.</p>
	2 35 2	Frais divers de réunions internes	5,000	5,000	pm	<p>Ce poste est destiné à couvrir les frais (café, thé, eau) afférents aux réunions internes de l'ETF. Les frais (café, thé, eau) afférents aux réunions internes pour les formations et les procédures de recrutement seront couverts par les lignes budgétaires 1440 et 1180 respectivement.</p> <p>Prévisions :</p> <p>Il est proposé d'utiliser la ligne BL 2352 pour couvrir tous les frais divers de réunions internes, alors que, par le passé, la ligne budgétaire 2500 "Réunions internes" était également utilisée de temps à autre. Le but est de supprimer toute ambiguïtés dans l'utilisation des lignes budgétaires.</p>
	2 35 5	Menues dépenses	5,000	5,000	3,500	<p>Ce poste est destiné à couvrir les autres dépenses de fonctionnement non prises en charge (par ex. fenêtres/portes cassées, inondations, plomberie, changement de serrures, etc.).</p> <p>Prévisions :</p> <p>Aucune prévision particulière en dehors de celles liées à l'âge du bâtiment et à la fréquence des réparations nécessaires (par ex. volets, portes extérieures, serrures etc.). Une augmentation devrait être prévue.</p>
2 36		Publications	60,000	60,000	55,200	



	2 36 0	Publications	60,000	60,000	55,200	Ce crédit est destiné à couvrir les frais liés aux documents juridiques que la Fondation est tenue de publier (budget, appels d'offres, etc.).  Prévisions : La publication du budget complet au Journal officiel coûtera entre 25 000 et 30 000 €. Dans la mesure où un budget révisé devra également être publié dans son intégralité, 60 000 € sont nécessaires.
	<b>Chap. 2 4</b>	<b>Affranchissement et télécommunications</b>	<b>51,000</b>	<b>51,000</b>	<b>170,800</b>	
<i>2 40</i>		<i>Correspondance et frais de port</i>	<i>51,000</i>	<i>51,000</i>	<i>50,800</i>	
	2 40 0	Correspondance et frais de port	51,000	51,000	50,800	Ce crédit est destiné à couvrir les frais de correspondance et de port, dont l'expédition de colis par la poste.  Prévisions : En moyenne, les envois/importations de l'ETF avoisinent les 750 expéditions de courrier par an (express et économique, allant de contrats signés à des publications et documents de promotion pour les conférences), plus un chiffre similaire de courrier régulier utilisant un service de remailing.
<i>2 41</i>		<i>Télécommunications</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>120,000</i>	
	2 41 0	Abonnements et redevances	-	-	96,000	Voir commentaires ligne budgétaire 2103
	2 41 1	Équipement	-	-	24,000	Voir commentaires ligne budgétaire 2104
	<b>Chap. 2 5</b>	<b>Frais de réunion et de convocation</b>	<b>135,000</b>	<b>135,000</b>	<b>156,800</b>	
<i>2 50</i>		<i>Frais de réunion et de convocation</i>	<i>135,000</i>	<i>135,000</i>	<i>156,800</i>	
	2 50 0	Frais généraux de réunions	135,000	135,000	156,800	Ce crédit est destiné à couvrir les frais de réunion du conseil de direction et la participation des membres dudit conseil à d'autres réunions organisées par l'ETF.  Prévisions : Le montant prévoit deux réunions du conseil de direction, pour un coût d'environ 65 000 à 70 000 €. En cas d'organisation d'une troisième réunion, ce chapitre devra faire l'objet d'une augmentation proportionnelle par le biais d'un transfert entre lignes budgétaires.
	<b>TITRE 2</b>	<b>TOTAL TITRE 2</b>	<b>1,718,000</b>	<b>1,745,000</b>	<b>1,718,500</b>	
	<b>TITRE 3</b>	<b>DÉPENSES RÉSULTANT DE L'EXERCICE DE MISSIONS SPÉCIFIQUES</b>				
	<b>Chap. 3 0</b>	<b>Dépenses opérationnelles</b>	<b>709,000</b>	<b>709,000</b>	<b>1,449,417</b>	
<i>3 00</i>		<i>Documentation opérationnelle</i>	<i>32,000</i>	<i>32,000</i>	<i>32,000</i>	
	3 00 0	Achat de publications et abonnements opérationnels	32,000	32,000	32,000	Ce crédit est utilisé pour l'achat de publications et abonnements destinés à l'utilisation des services opérationnels.  Prévisions : En moyenne 150 publications par an 20-30 abonnements à des journaux et sources d'informations électroniques.
<i>3 01</i>		<i>Diffusion des informations</i>	<i>370,000</i>	<i>370,000</i>	<i>429,323</i>	

	3 01 0	Publications générales	370,000	370,000	429,323	<p>Ce crédit est destiné à couvrir les frais associés à la rédaction, l'édition, l'impression et la distribution des publications de nature institutionnelle (par ex. brochure d'information, programme de travail, rapport annuel, Highlights), ainsi que les manifestations institutionnelles et les activités concernant la mise à jour et le développement du site web.</p> <p>Prévisions :</p> <p>Publications institutionnelles = 190 000 € (Highlights 2007, Annuaire 2008, programme de travail, rapport d'activité, brochures et dépliants)</p> <p>Communication interne = 10 000 € (bulletin interne, affiches etc.)</p> <p>Médias et promotion = 35 000 € (campagnes de la presse pour promouvoir l'organisation ou des projets spécifiques)</p> <p>Site web = 45 000 € (mise à jour et développement)</p> <p>Manifestations institutionnelles = 90 000 € (deux manifestations spéciales sont prévues en 2008, dont la journée de l'Europe en mai).</p>
3 03		Associations professionnelles et frais de participation	8,000	8,000	6,160	
	3 03 0	Associations professionnelles et frais de participation	8,000	8,000	6,160	<p>Ce crédit est destiné à couvrir les frais associés aux associations professionnelles et aux frais de participation (ex. IPSET, à savoir le Pôle international pour le soutien de l'enseignement et de la formation à Turin, dont l'ETF est membre fondateur depuis 1997).</p> <p>L'augmentation au fil des ans est due à l'augmentation du nombre d'associations dont l'ETF est membre.</p> <p>Prévisions :</p> <p>L'ETF est actuellement membre de 5 associations (IPSET, EADI, Torino Internazionale, IABC, World Editors Forum).</p>
3 04		Frais de traduction	299,000	299,000	514,200	
	3 04 0	Frais de traduction	299,000	299,000	514,200	<p>Ce crédit est destiné à couvrir les frais de traduction des documents institutionnels ne concernant pas des activités opérationnelles spécifiques.</p> <p>Prévisions :</p> <p>En 2008, les traductions devraient couvrir:</p> <p>Documents du conseil de direction = 130 000 €</p> <p>Gouvernance générale/lettres/direction = 20 000 €</p> <p>Publications institutionnelles et médias = 99 000 €</p> <p>Site web = 50 000 €</p> <p>L'introduction de trois nouvelles langues officielles début 2007 (roumain, bulgare et irlandais) pourrait avoir des répercussions.</p>
3 05		Réunions du collège consultatif	PM	pm	467,734	
	3 05 0	Réunions du collège consultatif	pm	pm	467,734	
	<b>Chap. 3 1</b>	<b>Actions prioritaires: activités du programme de travail</b>	<b>3,791,000</b>	<b>3,427,000</b>	<b>3,699,832</b>	
3 10		Actions prioritaires: activités du programme de travail	PM	pm	1,444,616	
	3 10 0	Soutien à la Commission: contribution au cycle de projet pour les programmes IEPV, IAP et ICD	PM	-	1,444,616	

3 11		Renforcement des capacités, analyse d'informations pour les pays partenaires	PM	pm	1,193,304	
	3 11 0	Renforcement des capacités, analyse d'informations pour les pays partenaires	PM	-	1,193,304	
3 12		Activités de développement - domaines thématiques	PM	pm	672,212	
	3 12 0	Activités de développement - domaines thématiques	PM	-	672,212	
3 13		Frais divers relatifs aux activités du programme de travail	8,000	8,000	7,700	
	3 13 0	Frais d'assurance relatifs aux activités du programme de travail	8,000	8,000	7,700	
3 14		Projets en faveur du renforcement des connaissances et des systèmes	440,000	340,000	382,000	
	3 14 0	Projets en faveur du renforcement des connaissances et des systèmes	440,000	340,000	382,000	Ce crédit concerne le contrôle qualité des activités de l'ETF par voie d'évaluation et d'audit. L'ETF a établi une limite fixée à 10% des crédits du chapitre 31 pour ses activités de contrôle qualité. Ces fonds sont attribués en fonction d'un audit annuel et de plans d'évaluation adoptés dans le programme de travail, de la manière suivante: 90 000 € - Audit - le but est de vérifier 10 % des transactions financières, ainsi que d'éventuelles transactions extraordinaires pour s'assurer de leur conformité aux recommandations du conseil de direction/COM 175 000 € - Évaluation - augmentation par rapport à l'année précédente en raison de l'augmentation des besoins en évaluation 50 000 € - IAP - Groupe consultatif international - nouvel organe destiné à remplacer le collège consultatif sur recommandation du conseil de direction. Deux réunions de 10-15 personnes chacune sont prévues 75 000 € - Informations aux donateurs - dans le cadre d'une approche sectorielle, l'échange d'informations entre donateurs est devenu un point crucial pour l'ETF. Une plate-forme
3 15		Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone de voisinage	1,140,000	994,000		
	3 15 0	Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone de voisinage	1,140,000	994,000		Ce crédit couvre les frais de contribution de l'ETF à la prospérité et au développement de la région européenne de voisinage grâce à la coopération et au partenariat dans l'élaboration et l'application de la politique de développement des ressources humaines. La ligne budgétaire comprend les coûts opérationnels ainsi que les frais de publication et de traduction associés.  Prévisions : Pour le programme de travail 2008, les fonds seront utilisés pour financer des interventions opérationnelles de l'ETF dans 16 pays et/ou territoires partenaires
3 16		Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone d'élargissement	1,118,000	1,030,000		

	3 16 0	Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone d'élargissement	1,118,000	1,030,000		<p>Ce crédit couvre les frais de contribution de l'ETF au processus d'élargissement de l'UE en finançant la modernisation et la réforme de l'enseignement, du marché du travail et des systèmes de formation dans les pays candidats et candidats potentiels. La ligne budgétaire comprend les coûts opérationnels ainsi que les frais de publication et de traduction associés.</p> <p>Prévisions : Pour le programme de travail 2008, les fonds seront utilisés pour financer des interventions opérationnelles de l'ETF dans 8 pays et/ou territoires partenaires</p>
3 17		<i>Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans l'instrument de coopération au développement</i>	335,000	305,000		
	3 17 0	Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans l'instrument de coopération au développement	335,000	305,000		<p>Ce crédit couvre les frais de contribution de l'ETF au développement des ressources humaines dans les pays en développement. La ligne budgétaire comprend les coûts opérationnels ainsi que les frais de publication et de traduction associés.</p> <p>Prévisions : Pour le programme de travail 2008, les fonds seront utilisés pour financer des interventions opérationnelles de l'ETF dans 5 pays partenaires</p>
3 18		<i>Projets: Innovation &amp; Apprentissage</i>	750,000	750,000		
	3 18 0	Projets: Innovation & Apprentissage	750,000	750,000		<p>Cette ligne budgétaire couvre les frais de soutien de la politique de développement de la Commission européenne et de pays partenaires par le biais de l'innovation et de l'apprentissage. La ligne budgétaire comprend les coûts opérationnels ainsi que les frais de publication et de traduction associés.</p> <p>Prévisions : Pour le programme de travail 2008, les fonds seront utilisés pour financer des interventions opérationnelles dans le domaine de l'innovation, de l'apprentissage et de la gestion des connaissances</p>
	<b>TITRE 3</b>	<b>TOTAL TITRE 3</b>	<b>4,500,000</b>	<b>4,136,000</b>	<b>5,149,249</b>	
<b>TITRE 9 DÉPENSES NON SPÉCIALEMENT PRÉVUES</b>						
	<b>Chap. 9 9</b>	<b>Dépenses non spécialement prévues</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	
9 90		<i>Réserve</i>	pm	pm	pm	
	9 90 0	Réserve	pm	pm	pm	
	<b>TITRE 9</b>	<b>TOTAL TITRE 9</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	
<b>TITRE 10 RÉSULTATS DES ANNÉES ANTÉRIEURES</b>						
	<b>Chap. 10 1</b>	<b>Résultats des années antérieures</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	
10 10		<i>Résultats des années antérieures</i>	pm	pm	pm	

	10 10 0	Résultats des années antérieures	pm	pm	pm	
	<b>TITRE 10</b>	<b>TOTAL TITRE 10</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	

		<b>TOTAL DES DÉPENSES PROPRES DE L'ETF</b>	<b>19,484,000</b>	<b>19,700,000</b>	<b>19,451,900</b>	
--	--	--	-------------------	-------------------	-------------------	--

<b>TITRE 4 Coopération avec d'autres organisations</b>						
	<b>Chap. 4 1</b>	<b>Coopération avec d'autres institutions internationales</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>-</b>	
<i>4 10</i>		<i>Coopération avec d'autres institutions internationales</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>-</i>	
	4 10 0	Banque mondiale	pm	pm	pm	
<i>4 11</i>		<i>Coopération avec d'autres institutions internationales</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>-</i>	
	4 11 0	Agence suisse pour le développement et la coopération	pm	pm	pm	
	<b>Chap. 4 2</b>	<b>Coopération avec d'autres agences européennes</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>-</b>	
<i>4 20</i>		<i>Service de support SI2</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>-</i>	
	4 20 0	Fonds liés à la participation d'autres agences européennes au service de support SI2	pm	pm	pm	
	<b>Chap. 4 3</b>	<b>Coopération avec des institutions nationales</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>965,408</b>	
<i>4 30</i>		<i>Coopération avec des institutions italiennes</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>965,408</i>	
	4 30 0	Coopération avec des institutions italiennes (1)	pm	pm	965,408	
	<b>Chap. 4 4</b>	<b>Mise en œuvre de projets des États membres de l'UE</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>-</b>	
<i>4 40</i>		<i>Projets relatifs à des accords bilatéraux entre les États membres de l'UE et des pays tiers</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>-</i>	
	4 40 0	Assistance technique	pm	pm	pm	
	4 40 1	"Programme italien pour les petites et moyennes entreprises en Albanie" (ISMEPA)	pm	pm	-	
	<b>TITRE 4</b>	<b>TOTAL TITRE 4</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>965,408</b>	

<b>TITRE 5 DÉPENSES AFFECTÉES (3)</b>						
---------------------------------------	--	--	--	--	--	--

Éducation et formation pour l'emploi (ETE), projet MED 2004/083-494					
	<b>Chap. 5 1</b>	<b>Ressources humaines</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>752,689</b>
5 11		<i>Honoraires des experts de l'UE</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>242,275</i>
	5 11 0	Honoraires des experts de l'UE	pm	pm	242,275
5 12		<i>Honoraires des experts MEDA</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>100,800</i>
	5 12 0	Honoraires des experts MEDA	pm	pm	100,800
5 13		<i>Soutien administratif</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>348,951</i>
	5 13 0	Soutien administratif	pm	pm	348,951
5 14		<i>Mesures ad hoc</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>60,662</i>
	5 14 0	Mesures ad hoc	pm	pm	60,662
	<b>Chap. 5 2</b>	<b>Voyages et indemnités journalières</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>1,055,661</b>
5 21		<i>Indemnités journalières</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>371,301</i>
	5 21 1	Indemnités journalières (experts)	pm	pm	302,755
	5 21 3	Indemnités journalières (équipe de projet)	pm	pm	68,547
5 22		<i>Frais de voyage</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>684,360</i>
	5 22 1	Voyage des experts UE	pm	pm	87,943
	5 22 2	Voyage des experts MEDA	pm	pm	526,800
	5 22 3	Voyage de l'équipe de projet	pm	pm	69,617
	<b>Chap. 5 3</b>	<b>Autres frais/services</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>697,565</b>
5 31		<i>Visibilité</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>229,174</i>
	5 31 0	Visibilité	pm	pm	229,174
5 32		<i>Conférences/séminaires</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>468,391</i>
	5 32 0	Conférences/séminaires	pm	pm	468,391
	<b>Chap. 5 4</b>	<b>Activité d'acquisition (marchés publics) pour la composante 3</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>1,250,000</b>
5 40		<i>Activité d'acquisition (marchés publics) pour la composante 3</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>1,250,000</i>
	5 40 0	Activité d'acquisition (marchés publics) pour la composante 3	pm	pm	1,250,000
	<b>Chap. 5 5</b>	<b>Activité d'acquisition (marchés publics) pour la composante 4</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>1,000,000</b>
5 50		<i>Activité d'acquisition (marchés publics) pour la composante 4</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>1,000,000</i>
	5 50 0	Activité d'acquisition (marchés publics) pour la composante 4	pm	pm	1,000,000
	<b>Chap. 5 6</b>	<b>Audit financier</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>20,850</b>
5 60		<i>Audit financier</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>20,850</i>
	5 60 0	Assistance technique	pm	pm	20,850
	<b>Chap. 5 7</b>	<b>Imprévus</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>87,803</b>
5 70		<i>Imprévus</i>	<i>pm</i>	<i>pm</i>	<i>87,803</i>
	5 70 0	Imprévus	pm	pm	87,803
	<b>TITRE 5</b>	<b>TOTAL TITRE 5</b>	<b>pm</b>	<b>pm</b>	<b>4,864,567</b>

TITRE 6 CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE TEMPUS					
	<b>Chap. 6 1</b>	<b>Sélection</b>	-	pm	703,094
6 10		<i>Sélection</i>	-	pm	703,094
	6 10 1	Réunions d'évaluation	-		364,400
	6 10 2	Sessions d'information des experts "chefs de file"	-		-
	6 10 3	PEC - évaluation technique	-		129,904
	6 10 4	IMG - évaluation technique	-		103,602
	6 10 5	MSC - évaluation académique	-		66,360
	6 10 6	MSC - évaluation technique	-		38,650
	<b>Chap. 6 2</b>	<b>Gestion des contrats</b>	-	pm	258,816
6 20		<i>Evaluation des contrats</i>	-	pm	258,816
	6 20 1	Évaluation du contenu des rapports	-		-
	6 20 2	Évaluation financière des rapports	-		145,477
	6 20 3	Audits financiers	-		105,839
	6 20 4	Logiciel d'administration de projet	-		7,500
	<b>Chap. 6 3</b>	<b>Information et publications</b>	-	pm	268,630
6 30		<i>Information et publications</i>	-	pm	268,630
	6 30 1	Guide du candidat Tempus	-		-
	6 30 2	Fiche pays Tempus	-		-
	6 30 3	Études Tempus	-		193,000
	6 30 4	Matériels d'information et de publicité Tempus	-		15,000
	6 30 5	Développement de site web	-		60,630
	6 30 6	Documentation de projet Tempus	-		-
	6 30 7	Rapport annuel Tempus	-		-
	6 30 8	Divers	-		-
	6 30 9	Conférences régionales	-		-
	<b>Chap. 6 4</b>	<b>Dépenses administratives</b>	-	pm	410,423
6 40		<i>Dépenses administratives</i>	-	pm	410,423
	6 40 1	Frais de correspondance	-		189,022
	6 40 2	Frais de traduction	-		96,695
	6 40 3	Dépôt, enregistrement, saisie des données	-		124,705
	<b>Chap. 6 5</b>	<b>Réserve</b>	-	pm	45,255
6 50		<i>Réserve</i>	-	pm	45,255
	6 50 0	Réserve	-		45,255
	<b>TITRE 6</b>	<b>TOTAL TITRE 6</b>	-	pm	1,686,218
		<b>TOTAL DES DÉPENSES ASSIGNÉES DE L'ETF</b>	pm	pm	7,516,194

		TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES	19,484,000	19,700,000	26,968,094	
--	--	-------------------------------	------------	------------	------------	--



## Avant-projet de budget 2008

## Tableau des effectifs

Grade	2008		Grade	2007	
	Permanent	Temp.		Permanent	Temp.
AD 16		0	AD 16		
AD 15		0	AD 15		1
AD 14		2	AD 14		2
AD 13		1	AD 13		1
AD 12		9	AD 12		7
AD 11		13	AD 11		15
AD 10		5	AD 10		11
AD 9		6	AD 9		4
AD 8		10	AD 8		11
AD 7		8	AD 7		2
AD 6		0	AD 6		
AD 5		0	AD 5		
<i>Sous-total AD</i>	<i>0</i>	<i>54</i>	<i>Sous-total AD</i>	<i>0</i>	<i>54</i>
AST 11		1	AST 11		
AST 10		1	AST 10		1
AST 9		2	AST 9		2
AST 8		6	AST 8		6
AST 7		11	AST 7		11
AST 6		11	AST 6		12
AST 5		10	AST 5		10
AST 4		0	AST 4		4
AST 3		0	AST 3		
AST 2		0	AST 2		
AST 1		0	AST 1		
<i>Sous-total AST</i>		<i>42</i>	<i>Sous-total AST</i>		<i>46</i>
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>96</b>	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>100</b>

	Personnel	Dotation EBA
<b>P1. Soutien à la réforme de l'enseignement et de la formation</b>	<b>69.0</b>	<b>12,987,500</b>
Activité 1. Contribution au processus d'élargissement en soutenant la modernisation et la réforme de l'enseignement, du marché du travail et des systèmes de formation dans les pays candidats et candidats potentiels	23.5	4,406,900
Activité 2. Contribution à la prospérité et au développement des pays voisins de l'UE par la coopération et le partenariat dans le domaine de la politique relative aux ressources humaines et sa mise en œuvre	23.1	4,365,300
Activité 3. Contribution à la coopération économique et au développement dans le domaine du développement des ressources humaines en Asie centrale	6.9	1,301,500
Activité 4. Soutien au développement politique de la Commission européenne et des pays partenaires par le biais de l'innovation et de l'apprentissage	15.5	2,913,800
Activité 5 Assistance technique Tempus		
<b>P2. Communication extérieure</b>	<b>9.0</b>	<b>1,277,700</b>
<b>P3. Apprentissage organisationnel: renforcement des connaissances et des systèmes</b>	<b>52.0</b>	<b>5,218,800</b>
<b>Total:</b>	<b>130</b>	<b>19,484,000</b>